



Annales historiques de la Révolution française

382 | octobre-décembre 2015
Varia

Des hommes et des chartes sous Napoléon. Pour une histoire politique des archives de l'empire (1809-1814)

Men and charters under Napoleon : Hypothesis for a political history of the Archives of the Empire (1809-1814)

Maria Pia Donato



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13550>

DOI : 10.4000/ahrf.13550

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 81-102

ISBN : 9782200930028

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Maria Pia Donato, « Des hommes et des chartes sous Napoléon. Pour une histoire politique des archives de l'empire (1809-1814) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 382 | octobre-décembre 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13550> ; DOI : 10.4000/ahrf.13550

Tous droits réservés



DES HOMMES ET DES CHARTES SOUS NAPOLÉON. POUR UNE HISTOIRE POLITIQUE DES ARCHIVES DE L'EMPIRE (1809-1814)

Maria PIA DONATO

Entre 1809 et 1810 prit forme le projet de réunir dans les Archives de l'Empire à Paris les fonds documentaires les plus importants et précieux des départements annexés et des pays satellites. En 1814, des centaines de milliers de diplômes, registres et liasses provenant d'Italie, de Vienne, d'Espagne étaient entassés au palais de Soubise, et d'autres étaient encore attendus de Belgique, de Genève, de Hollande. La plupart de ces archives furent remises à leurs pays d'origine à la Restauration. L'article explore la genèse de l'« annexion » napoléonienne des archives de l'Europe, les enjeux politiques et les motivations de ses protagonistes, en particulier du Garde des Archives Pierre-Claude-François Daunou, qu'il suggère de lire sous le signe d'une continuité avec l'époque républicaine. Il analyse ensuite les dynamiques qui se développèrent dans les territoires ciblés, plus particulièrement dans les deux cas, fort différents, de Rome et de Florence. La centralisation des archives s'avéra en fait rapidement une opération fort complexe, à l'instar de la construction même de l'Empire, à cause de la diversité des situations locales et du rôle des acteurs sur place.

Mots-clés : Europe napoléonienne, Pierre-Claude-François Daunou, archives et réquisitions d'archives, patrimoine, Archives Secrètes Vaticanes, *Uffizi* de Florence, Empire

En 1866, Léon de Laborde, archéologue, académicien et homme politique, trace l'histoire dramatique des Archives de France qu'il dirige sous le second Empire. Tout en faisant la différence entre la Révolution (époque, selon lui, de saccage et de vandalisme) et l'Empire (époque de reconstruction), il condamne néanmoins l'œuvre des archivistes et savants

au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle. Le marquis, qui écrit à l'heure du principe du respect des fonds, critique leur « passion de remaniement et d'arrangement pour établir arbitrairement des divisions méthodiques, pour composer [...] des monuments factices »¹. Son jugement se fait plus sévère encore à propos de l'événement majeur de l'époque napoléonienne : la saisie des archives étrangères, une opération insensée, le fruit de principes faux et fallacieux².

En 1814, en effet, des centaines de milliers de diplômes, registres et liasses provenant d'Italie, de Rome, de Vienne, d'Espagne étaient entassés dans les salles, les galeries et la cour du palais des Archives et dans deux annexes improvisées, tandis que dizaines de milliers d'autres étaient encore attendus de Belgique, de Genève, de Florence, de Hollande. La plupart de ces archives furent remises à leurs pays d'origine à la Restauration.

L'« annexion » des archives sous Napoléon est bien connue par les historiens des Archives nationales³. Si cet épisode mérite d'être encore exploré, ce n'est pas tant pour retracer les vicissitudes des fonds – ce qui a déjà été fait par d'excellents spécialistes – que parce qu'il permet de révéler de nombreux aspects de la construction impériale. Une telle démarche s'insère dans le renouveau de la recherche sur l'Europe napoléonienne à un moment où l'historiographie internationale sur les empires met de plus en plus l'accent sur la complexité des interactions⁴. Dans ce contexte, les études sur les confiscations d'objets « des arts et des sciences » visent désormais non seulement à en établir l'inventaire mais également à éclairer la dynamique culturelle de ce qu'André Chastel a défini l'« extraordinaire remue-ménage [...] provoqué par les révolutions européennes »⁵.

(1) Léon DE LABORDE, *Les Archives de la France, leurs vicissitudes pendant la Révolution, leur régénération sous l'Empire*, Paris, Renouard, 1867, 2^e éd., p. 36. L'auteur dit écrire en réaction à Henri BORDIER, *Les Archives de la France*, Paris, Dumoulin Roret, 1855, qui pourtant (p. 48-52) critique aussi les classements méthodiques. Je souhaite remercier Yann Potin des Archives nationales et Orsola Gori de l'Archivio di Stato di Firenze, aussi bien que Virginie Martin et Laurence Macé.

(2) *Ibidem*, p. 189-190.

(3) Jean FAVIER, *Les Archives*, Paris, PUF, 1959, p. 32-35 ; Françoise HILDESHEIMER, *Les Archives de France : mémoire de l'histoire*, Paris, H. Champion, 1997 ; Lucie FAVIER, *La Mémoire de l'État : histoire des Archives nationales*, Paris, Fayard, 2004, p. 85-98.

(4) François ANTOINE et al. (dirs.), *L'Empire napoléonien : une expérience européenne ?*, Paris, Armand Colin, 2014.

(5) André CHASTEL, « Le Goût des Pré-Raphaélites en France », dans Michel LACLOTTE (dir.), *De Giotto à Bellini. Les primitifs italiens dans les musées de France*, Paris, Éditions des Musées nationaux, 1956, p. VII. Sans oublier Paul WESCHER, *Kunstraub unter Napoleon*, Berlin, Mann, 1976, ni les études régionales désormais nombreuses, cf. Bénédicte SAVOY, *Patrimoine annexé : les biens culturels saisis par la France en Allemagne autour de 1800*, Paris, MSH, 2003 ; *Ideologie e patrimonio storico-culturale nell'età rivoluzionaria e napoleonica. A proposito del trattato di Tolentino*, Rome, MIBAC, 2000. Livres et objets scientifiques commencent également à faire l'objet d'études systématiques : Pierre-Yves LACOUR, *La République naturaliste. Collections d'histoire naturelle et*



Les archives participent en effet pleinement de ce « transfert culturel forcé »⁶. L'étude du déplacement des archives permet ainsi d'observer les circulations culturelles et de les articuler à l'histoire politique et administrative de l'Empire, d'éclairer la nature de l'impérialisme napoléonien et de problématiser des notions comme celles de domination et de résistance. En d'autres termes, elle permet une approche micro-historique de l'histoire de l'Empire qui « prend en compte un large éventail de variables relationnelles et qui invite l'historien à restituer les logiques « d'en bas » en rendant aux acteurs sociaux leurs stratégies propres, leurs potentialités de récupération ou d'infléchissement de données venues « d'en haut » sous la forme de directives, d'impulsions politiques ou de textes de loi »⁷. Le but de cet article est donc de proposer quelques hypothèses sur les enjeux politiques des Archives de l'Empire, notamment sur la genèse du projet et sur les motivations de ses protagonistes, en particulier du Garde des Archives Pierre-Claude-François Daunou, que je suggère de lire sous le signe d'une continuité avec l'époque républicaine, tout en analysant les dynamiques qui se développèrent dans les territoires ciblés.

Un projet véritablement impérial, par la force des circonstances

Le 14 octobre 1809, à l'issue de la campagne contre la Cinquième coalition, la paix fut signée entre la France et l'Autriche dans le château de Schönbrunn près de Vienne. Selon l'article 8 du traité, les archives relatives aux territoires qui passaient sous contrôle français, conservées à Vienne ou ailleurs, étaient cédées aux vainqueurs. Cette clause n'avait rien d'extraordinaire en elle-même, car le transfert d'archives était régulièrement prévu dans les accords diplomatiques⁸. Le traité de Schönbrunn, cependant, intervenait à un moment particulier dans le devenir, à la fois, de l'Empire

Révolution française (1789-1804), Paris, Muséum national d'Histoire naturelle, 2014 ; Andreina RITA, *Biblioteca e requisizioni librerie a Roma in età napoleonica : cronologia e fonti romane*, Cité du Vatican, Biblioteca Apostolica Vaticana, 2012.

(6) *Annexer la mémoire. Archives et bibliothèques de l'Europe à Paris*, Journées d'études, Paris 1-2 juillet 2013, en cours de publication. Sur la nouvelle histoire culturelle des archives, Étienne ANHEIM et Olivier PONCET (dirs.), *Fabrique des archives, fabrique de l'histoire*, numéro de la *Revue de Synthèse*, 125, 2004 ; Filippo DE VIVO, « Cœur de l'État, lieu de tension. Le tournant archivistique vu de Venise (XV^e-XVII^e siècle) », *Annales HSS*, 2013, p. 699-728 ; Markus FRIEDRICH, *Die Geburt des Archivs. Eine Wissensgeschichte*, Munich, Oldenbourg, 2013.

(7) Francis POMPONI, « Des difficultés du passage de l'ancien système au modèle napoléonien en Italie sous l'Empire », dans Christine PEYRARD, Francis POMPONI, Michel VOVELLE (dirs.), *L'Administration napoléonienne en Europe : adhésions et résistances*, Aix-en-Provence, PUP, 2008, p. 49-69 (p. 50).

(8) *Actes de la 6^e Conférence internationale de la Table ronde des archives. Les archives dans la vie internationale*, Paris, Imp. Nationale, 1963.

et des archives françaises, qu'il convient de rappeler pour comprendre la genèse d'un projet qui ne prit forme que par les circonstances.

L'Empire, en effet, n'avait pas cessé de s'agrandir, et son système continental se renforça ultérieurement grâce au traité de 1809. Pour Napoléon, en outre, il était temps d'assurer l'avenir de sa dynastie et la défaite des Autrichiens ouvrait désormais la voie à une solution véritablement impériale par les noces avec Marie-Louise de Habsbourg. Son divorce de Joséphine était d'ailleurs l'une des principales questions qui envenimaient les rapports avec le pape. Pie VII était retenu captif à Savone depuis juillet 1809 quand, après plus d'un an d'occupation militaire visant à faire respecter le blocus, Rome et ce qui restait des États Pontificaux avaient été intégrés à l'Empire. Napoléon projetait depuis un certain temps de déplacer le Siège apostolique à Reims mais entre 1809 et 1810 la destination envisagée changea pour Paris, dans l'espoir de mettre fin à la résistance du pontife et à toute opposition catholique⁹.

Les Archives, quant à elles, venaient de déménager dans un nouveau bâtiment, l'ancien hôtel de Soubise dans le cœur médiéval de la capitale, acheté après de longues négociations¹⁰. La nécessité d'un siège adéquat avait été avancée depuis longtemps¹¹, mais il fallut l'initiative du Corps législatif, qui réclamait les locaux dans le palais Bourbon après l'abolition du Tribunat en 1807, pour aboutir à une telle solution¹². Daunou, archiviste en chef depuis la mort d'Armand-Gaston Camus en décembre 1804, dirigea alors les travaux d'aménagement et le déplacement des fonds, ce qui lui permit de perfectionner le classement thématique mis en place par son prédécesseur. Il y réunit également les papiers de la préfecture de la Seine, de la chancellerie de Lorraine et du Tribunat, dont la suppression était à l'origine du déplacement¹³.

C'est dans cette conjoncture que, peu de temps après les accords de Schönbrunn, en janvier 1810, l'empereur ordonna au ministre des Cultes de passer « ordre au Général Miollis de faire emballer toutes les archives du Saint Siège et de les envoyer en France sous bonne escorte ». Le

(9) Thierry LENTZ, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, vol. 1 et 2, Paris, Fayard, 2002 et 2004 ; Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes : les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle, 1800-1815*, Paris, Fayard, 2002, p. 286-322.

(10) Véronique DIGNAC, « Les Bâtiments des Archives nationales au XIX^e siècle », *Histoire et archives*, 1, 1997, p. 137-167 ; Claire BÉCHU (dir.), *Les Archives nationales. Des lieux pour l'histoire de France. Bicentenaire d'une installation, 1808-2008*, Paris, Archives nationales et Éditions Somogy, 2008.

(11) Henri BORDIER, *Les Archives... op. cit.*, p. 7.

(12) AN, AB Va 1a.

(13) Son initiative à ce sujet est attestée dans BNF, ms n.a.f. 21882, fol. 28.



2 février, l'ordre s'étendit aux archives des deux importants dicastères de la *Dataria* (qui administrait les bénéfices et une partie de la fiscalité) et de la Pénitencerie (dispensant les indulgences), ainsi que de tous les autres « sous quelque dénomination que ce soit »¹⁴. Le déplacement devait se faire sous la supervision du Garde des Archives Daunou pour qu'elles soient conservées, du moins temporairement, dans le nouveau bâtiment des archives à Paris. Le dispositif comprenait également les documents en provenance de Vienne, notamment ceux relatifs à Venise – les anciennes possessions vénitiennes de Dalmatie et Illyrie passant désormais du Royaume d'Italie à la France. Ces archives avaient été prélevées par l'armée sous la supervision d'un commissaire et stockés à Strasbourg dans l'attente d'un triage qui devait permettre d'identifier les documents relevant du traité de paix. Napoléon ordonna à Bigot de visiter le palais des Archives de concert avec son collègue de l'Intérieur pour vérifier qu'il pouvait accueillir une telle « immense quantité de papier »¹⁵. À la fin de février, il visita en personne l'hôtel de Soubise et formula le vœu d'y réunir « tout ce qui est antérieur au règne de Louis XV, soit de relations extérieures, soit du gouvernement, soit de la justice », soulignant également l'existence « à Versailles, à Rome, dans les départements » de « beaucoup de papiers » utiles à l'administration¹⁶.

Les nouvelles archives de l'Empire, donc, enrichies par celles du Vatican, du Saint Empire et de la monarchie française dont Napoléon se voulait désormais l'héritier direct, devaient être tout à la fois un outil pour l'administration et les relations extérieures, la réserve de titres de souveraineté et sans doute aussi une manifestation tangible de la puissance de l'Empire¹⁷.

Mais les archives constituaient aussi une collection de « monuments historiques ». Selon la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794), les chartes et papiers réputés d'intérêt historique étaient destinés à la Bibliothèque Nationale et aux bibliothèques de district. Cependant, les Archives nationales en avaient gardé une quantité considérable, à commencer par l'ancien Trésor des Chartes. Depuis 1801, ces « monuments » y étaient systématiquement retenus. Le bureau de triage changea alors d'appellation pour devenir bureau des monuments historiques, faisant écho à la condamnation

(14) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XX, Paris, Plon, 1865, p. 129, p. 171 ; le décret qui s'ensuivit dans AN, AB Ve 1, dr 1.

(15) *Correspondance...op. cit.*, p. 199.

(16) *Ibidem*, p. 220-221.

(17) Yann POTIN, « Kunstbeute und Archivraub », dans Bénédicte SAVOY (dir.), *Napoleon und Europa: Traum und Trauma*, Munich, Prestel, 2010, p. 91-99.

post-thermidorienne du (prétendu) vandalisme révolutionnaire¹⁸. À l'occasion du déménagement à Soubise, Daunou créa même deux divisions pour les « monuments historiques » et les « monuments ecclésiastiques », qui formaient une sorte de nouveau Trésor.

La vision « patrimoniale » de Napoléon offrait donc l'opportunité de rassembler à Paris les joyaux documentaires des différents pays composant l'Empire. Les premiers envois de Vienne et de Rome arrivèrent à Paris entre avril et juin et influencèrent vraisemblablement l'évolution successive des opérations. En mai, comme nous le verrons par la suite, l'attention se porta sur la Toscane, même si, à ce stade, il n'y avait pas encore d'idée précise sur la façon de procéder. Puis, durant l'été 1810, alors que l'abdication des Bourbons d'Espagne déstabilisait l'Amérique et permettait de revivifier les ambitions coloniales françaises, une note fut présentée à Napoléon qui mêlait habilement les tons et les arguments pour l'intéresser au sort des archives :

Dans ce moment où Sa Majesté fait réunir à Paris, en un seul corps d'archives, les archives de l'empire germanique, celles du Vatican, celles de France et des pays réunis, il peut être intéressant de rechercher ce que sont devenues les archives de Charles-Quint et de Philippe II, qui complèteraient si bien cette vaste collection européenne. Par un arrangement bizarre de Philippe II, tous les registres de la monarchie espagnole sont déposés dans l'*Archivo de Simancas*, près de Valladolid [...]. Les papiers relatifs à l'Amérique, particulièrement ceux qui attirent mon attention, parce qu'ils regardent la première époque du nouveau monde, remplissent, dit-on, une des plus grandes chambres de l'*Archivo* [...]. L'avenir qui se prépare pour les possessions espagnoles d'Amérique semble donner un nouveau genre d'intérêt à la possession des renseignements que ces archives contiennent¹⁹.

L'empereur ordonna alors au général Kellermann de « vérifier ce que sont devenues ces archives, et, si elles existent encore, [...] de les faire emballer et de les diriger sur Bayonne, en profitant des caissons qui ont apporté du biscuit »²⁰.

(18) Sur la commission, cf. cependant l'analyse de Ralph KINGSTON, «The French Revolution and the Materiality of the Modern Archive», *Libraries and the Cultural Records*, 46, 2011, p. 1-25. Il n'est pas inutile de rappeler aussi que le premier discours de Grégoire sur le vandalisme date du 10 janvier 1794 (21 nivôse an II).

(19) *Correspondance...op. cit.*, vol. XXI, p. 39.

(20) *Ibidem*.



La vision de l'Empereur restait de toute évidence focalisée sur la dimension utilitaire des archives, susceptible d'alimenter les prétentions coloniales de la France. Cela ne signifie certainement pas pour autant qu'il était insensible, ni au potentiel de propagande d'une institution centrale de conservation de la mémoire des états qu'il avait conquis, ni à la valeur légitimatrice de l'Histoire. Ne s'était-il pas fait sacrer par une cérémonie qui exaltait les similitudes avec Charlemagne, sans oublier les Mérovingiens ? N'avait-il pas fait célébrer la victoire sur la Prusse par la translation du sabre du Grand Frédéric ? En cette glorieuse année 1810 à peine perturbée par quelques défaites des armées françaises, la réouverture du Musée Napoléon à l'occasion des noces avec Marie-Louise venait tout juste de marquer l'apothéose symbolique d'un Empire qui, par cette collection qui ne cessait de s'enrichir²¹, pouvait se présenter en véritable héritier de la civilisation occidentale et au-delà. À un moment où l'Empire (dans les faits sinon dans la doctrine) tendait à une centralisation accrue²², sa souveraineté pouvait trouver dans ces grandes Archives une nouvelle affirmation.

Pourtant, c'est de Daunou que provint plus vraisemblablement la véritable impulsion à l'annexion. Comme Laborde devait le suggérer, horrifié, un demi-siècle plus tard²³, c'est à lui que l'on doit le projet de rassembler ce qu'il considérait comme « une vaste collection européenne » de documents – projet qui dépassait largement les exigences, certes pressantes, de l'administration et du Domaine. Encouragé par la réponse positive de Napoléon, il se fit de plus en plus ambitieux : à la fin de 1810, il signala au ministre de l'Intérieur Montalivet l'intérêt potentiel d'autres « corps d'archives historiques » conservés dans différentes parties de l'Empire²⁴. De ce moment et jusqu'à la défaite finale de Napoléon, Daunou investit toute son énergie dans la gigantesque entreprise de réunir à Paris sa très « vaste collection européenne » de documents²⁵.

(21) Sylvain LAVEISSÈRE et al. (dirs.), *Napoléon et le Louvre*, Paris, Fayard et Musée du Louvre, 2004 ; Jean-Luc MARTINEZ (dir.), *Les Antiques du Musée Napoléon*, Paris, Réunion des musées nationaux, 2004.

(22) Michel VOVELLE, *Les Républiques-sœurs sous le regard de la Grande Nation 1795-1803*, Paris, l'Harmattan, 2000, p. 251-268.

(23) Léon de LABORDE, *Les Archives...op. cit.*, p. 190

(24) Montalivet à Napoléon, 26 décembre 1810, AN, AB Ve 1, dr 1.

(25) Yann POTIN, « Daunou, archiviste de l'Europe », dans *Annexer la mémoire... op. cit.*

Les grandes archives de l'Empire, un projet aux enjeux multiples

Entre le tournant de 1809 et l'apogée de 1812, la création des grandes Archives de l'Empire ne se concrétisa donc que par la force des circonstances et au gré de l'expansion impériale²⁶.

À maints égards, l'évolution des Archives était inscrite dans les logiques mêmes de cette institution, en vertu du caractère « annexionniste » qu'elles avaient prises dès le Consulat. Les efforts réitérés pour obtenir une loi sur les versements n'ayant pas abouti et la législation affirmant plutôt un principe de territorialité²⁷, les seuls fonds « extérieurs » consistants réunis à Paris provenaient des nouveaux départements du Nord, d'où les avait prélevés Camus lors d'une mission effectuée en 1801 pour mettre fin aux travaux trop méticuleux des archivistes locaux. En 1807, Daunou considérait les dépôts de Bruxelles et de Turin comme partie intégrante des Archives de l'Empire²⁸. Cette même année, une enquête fut également lancée pour connaître la situation des archives départementales, peut-être en vue du transfert de certains papiers à Paris²⁹. Cependant, il faut rappeler que, en 1808, seule l'existence des « annexes » de Turin et Bruxelles fut officiellement reconnue, et que, en 1809, le système de classement conçu après les travaux à l'hôtel de Soubise ne faisait aucune mention d'archives « étrangères »³⁰.

Toutefois, un plan méthodique, ou du moins une idée assez exacte, semblerait s'être précisée assez rapidement dans l'esprit de l'archiviste Daunou, après qu'il eut reçu l'ordre impérial de réunir les papiers de Rome et de Vienne. Pour l'intelligence du projet, et faute de témoignages plus explicites, il convient donc de prendre aussi en compte d'autres matrices idéologiques et culturelles qui affluent en filigrane dans la biographie et dans les œuvres de ce personnage incontournable.

(26) Jean TULARD, *Le grand Empire 1804-1815*, Paris, Albin Michel, 1982, et, plus récemment, Philip G. DWYER (dir.), *Napoleon and Europe*, Londres, Pearson, 2001.

(27) Henri BORDIER, *Les Archives*, op. cit., p. 13-14 ; Denise OGILVIE, « De Daunou à Natalis de Wailly : le cadre de classement à l'épreuve du principe de respect des fonds », Martine AUBRY, Isabelle CHAVE et Vincent DOOM (dirs.), *Archives, archivistes, archivistique dans l'Europe du Nord-Ouest du Moyen-Âge à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS, 2007, p. 293-301.

(28) Vincent DUCLERT, « Un Palais pour les archives. Le projet Napoléon dans l'histoire », *Sociétés & Représentations*, 19, 2005, p. 79-94. Des documents, cependant, furent prélevés en 1808, notamment de Gênes, et remis aux archives du ministère des Affaires étrangères, où ils se trouvent encore à ce jour.

(29) Les réponses des préfets se trouvent en grand nombre dans AN, F 2 I 367/7 à 377/12.

(30) AN, AB XVI 1.



En 1810, l'ancien oratorien de Boulogne-sur-Mer avait presque cinquante ans et une carrière aussi brillante que tourmentée³¹. Conventionnel et prisonnier politique à la chute des girondins, membre du Conseil des Cinq-Cents, législateur et constitutionnaliste, il était la parfaite incarnation du républicanisme post-thermidorien « de l'extrême centre »³². Tribun de l'aile libérale, épuré en 1802, il avait été aussi professeur, journaliste, bibliothécaire, historien, éditeur de Condorcet. Membre de l'Institut dès sa création, d'abord dans la classe des Sciences morales et politiques avec les autres Idéologues, puis, dans la classe d'histoire après la « réforme » de 1803, il demeura, en dépit de sa marginalisation politique, une personnalité éminente de la vie culturelle de la capitale : une vie culturelle qui resta, en définitive, moins dépolitisée et uniforme que l'organisation impériale des savoirs et la police l'auraient voulue.

Dans ses pages sulfureuses, Laborde prend un malin plaisir à critiquer les bibliographes qui traitent les archives comme une bibliothèque, en accumulant et en classant les fonds comme s'il s'agissait de volumes sur différents sujets. Il vise manifestement Camus, auteur d'une très célèbre *Bibliothèque choisie des livres de droit* et bibliothécaire de la Convention, ainsi que Daunou, lui aussi bibliothécaire, bibliophile et expert en bibliographie³³.

Il est certain que cette longue pratique des livres ne fut pas sans lien avec sa politique de centralisation des archives. Elle lui avait permis de mettre à l'œuvre une conception du savoir fondée sur les principes rigoureux définis par les Idéologues qui demeurait pourtant sensible aux exigences d'accumulation de l'érudition³⁴. Dans cette encyclopédie réformée, une place centrale était réservée à l'histoire, en tant que discipline de la connaissance par l'expérience, expertise des faits vérifiés, « récit des actions privées et surtout publiques [...] d'un homme ou d'un peuple [...], registre des événements à travers lesquels le genre humain s'est propagé,

(31) Alphonse-Honoré TAILLANDIER, *Documents biographiques sur P.-C.-F. Daunou*, Paris, Firmin-Didot, 1841 ; Jean-Paul CLÉMENT, « Daunou ou les ambiguïtés d'un idéologue libéral », dans Pierre-Claude-François DAUNOU, *Essai sur les garanties individuelles que réclame l'état actuel de la société*, Paris, Belin, 2000, p. 7-65 ; Gérard MINART, *Pierre Claude François Daunou, l'anti-Robespierre : de la Révolution à l'Empire, l'itinéraire d'un juste 1761-1840*, Toulouse, Privat, 2001. Sur son rôle dans l'organisation de l'instruction publique, voir Bronislav. BACZKO (dir.), *Une éducation pour la démocratie : textes et projets de loi*, Paris, Garnier, 1982.

(32) J'emprunte la définition à Pierre SERNA, *La République des girouettes : 1789-1815, et au-delà. Une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

(33) Léon de LABORDE, *Les Archives*, op. cit., p. 146.

(34) Claude JOLLY, « Les Idéologues et les bibliothèques », dans Frédéric BARBIER et al. (dirs.), *Le livre et l'historien : études offertes en l'honneur du Professeur Henri-Jean Martin*, Genève, Droz, 1997, p. 679-690.

civilisé ou dépravé »³⁵. Par cette histoire philosophique, Daunou cherchait à lier la tradition érudite oratorienne avec la volonté de l'Idéologie de fonder la science de l'homme et du politique, dont l'histoire serait la branche « expérimentale » et « inductive »³⁶. Une histoire qui pourrait « n'être qu'une manière de considérer la science sociale » mais qui mérite d'être considérée à la fois comme un mode de connaissance et comme une discipline à part entière puisqu'elle considère « les faits relatifs à plusieurs faits » et « consiste à raconter les faits quelconques du genre humain »³⁷. C'est à partir de ces faits que se dégage la connaissance scientifique des rapports qui, à son tour, suggère à l'histoire « des nouveaux sujets d'observation et d'expérience »³⁸. En d'autres termes, c'est cette vision de l'histoire qui légitime son projet encyclopédique de collection d'archives.

Rappelons aussi qu'en sa qualité de bibliothécaire du Corps législatif au Panthéon, Daunou avait personnellement participé sous le Directoire aux grandes opérations révolutionnaires de confiscation dans les pays vaincus et au programme de concentration en France d'un patrimoine européen, dont il avait soutenu la légitimité³⁹. En 1796, il avait préparé des listes d'incunables à prélever dans les bibliothèques romaines au profit de Paris⁴⁰. Deux ans plus tard, lors de sa mission comme commissaire civil du Directoire auprès de la République Romaine, il avait utilisé ses compétences pour faire des tris dans les livres du pape et dans les collections vaticanes⁴¹.

Il n'est donc pas abusif de considérer que la saisie des archives étrangères sous l'Empire s'inscrit dans la continuité de la réquisition par

(35) BNF, ms n.a.f. 21921, *Cours de bibliographie*, II^e partie, fol. 422-424.

(36) Sur l'histoire dans l'Idéologie, voir Georges GUSDORF, *La conscience révolutionnaire. Les Idéologues*, Paris, Payot, 1978, p. 511-516 ; Jean ROUSSEL (éd.), *L'Héritage des Lumières, Volney et les idéologues*, Angers, Université d'Angers, 1988 ; Jean-Pierre SCHANDELER, « Les Leçons de Volney de l'An III : Comment sauver l'histoire savante », dans Yves CITTON, Lise DUMASY (dirs.), *Le moment idéologique : littérature et science de l'homme*, Lyon, ENS éd., 2013, p. 69-91.

(37) BNF, ms n.a.f. 21897, fol. 10v.

(38) BNF, n.a.f. 21908, *Études idéologiques*, fol. 16 ; Bertrand PLONGERON, « Nature, métaphysique et histoire chez les Idéologues », *Dix-huitième siècle*, 5, 1973, p. 375-412. Sur Daunou historien, Regina POZZI, « La storia tra età dei Lumi e età romantica : il Cours d'études historiques di Daunou », dans son *Tra storia e politica : saggi di storia della storiografia*, Naples, Morano, 1996, p. 13-65.

(39) Édouard POMMIER, *L'Art de la liberté. Doctrines et débats de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1991, p. 403-466. Voir aussi Virginie MARTIN, « Les enjeux diplomatiques dans le *Magasin encyclopédique* (1795-1799) : du rejet des systèmes politiques à la redéfinition des rapports entre les nations », *La Révolution française*, 2, 2012, <http://lrf.revues.org/610>, consulté le 18 avril 2014.

(40) BNF, ms n.a.f. 21910, fol. 255-283. Daunou puisa dans les dépôts littéraires de Paris pour la bibliothèque du Panthéon, cf. BNF, ms n.a.f. 21910, fol. 225-240 ; n.a.f. 21881, fol. 126-128 ; n.a.f. 21883, fol. 83 et *passim*, et sur lesquels porte la thèse de Cécile ROBIN, *Au purgatoire des utilités : les dépôts littéraires parisiens (an II - 1815)*, Université de Paris 1, 2012.

(41) Alphonse-Honoré TAILLANDIER, *Documents, op. cit.*, p. 126-160.



la République française des « objets des arts et des sciences » à l'étranger – laquelle continuait d'ailleurs sous diverses formes (notamment sous les auspices de Vivant Denon) afin de faire de Paris la véritable capitale de « l'empire des Muses »⁴². Ce programme, il est vrai, n'avait pas, jusqu'ici, concerné les fonds d'archives. En 1796 Camus avait vaguement songé à recueillir dans la section législative des recueils des lois des Républiques sœurs⁴³, mais jamais des papiers anciens. Notons qu'en France même, en dépit de la loi du 7 messidor an II, le statut des archives demeurait encore largement indéterminé et leur utilité quant au progrès de l'esprit humain, problématique⁴⁴. D'ailleurs, l'organisation matérielle des dépôts, on l'a dit, posait d'innombrables difficultés. Plus généralement, les archives étaient une propriété inaliénable des États, reconnue par le droit public, si bien qu'à Rome, les commissaires civils auraient même cherché à mettre les archives à l'abri des velléités de « table rase » des patriotes locaux⁴⁵.

En 1810, l'heure n'était plus aux scrupules. Les archives pouvaient désormais participer de la politique de concentration des ressources pour le développement des sciences et des arts : en poursuivant l'idéal révolutionnaire d'un savoir mis au service de l'État et du progrès de l'esprit humain, cette politique contribuait en fait à en affirmer le double statut d'institution administrative et d'établissement scientifique. Les arguments mobilisés à l'époque de la Révolution pour justifier les saisies – d'un côté, les principes « justes » du droit de conquête ; de l'autre, la « noblesse » de la « libération » des monuments qui les rendait disponibles au public et aux savants – cèdent évidemment la place à la glorification de l'Empire et de l'empereur. Et pourtant, l'argumentaire révolutionnaire affleure encore dans les notes, rapports et instructions de Daunou. Dans son optique, il s'agissait de créer un véritable monument « moins encore pour sa vaste étendue, que par le choix éclairé des éléments qui le composeront », où réunir les documents qui tiennent « à l'histoire, à la politique générale [...] qui perpétuent les traditions administratives, ceux qui contribuent [...] à l'accroissement des domaines de l'État ». En effet, selon lui, il serait « impossible de mesurer d'avance l'étendue des progrès que les études

(42) Jean-Claude BONNET (dir.), *L'Empire des musées : Napoléon, les arts et les lettres*, Paris, Belin, 2004 ; Exposition du musée du Louvre, *Dominique Vivant Denon : l'œil de Napoléon*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1999.

(43) [CAMUS], *État des Archives nationales au 1er prairial an VI, et dépenses de cet établissement pendant le cours de l'an V*, Paris, Imprimerie nationale, an VI, p. 7.

(44) Dominique POULOT, *Surveiller et s'instruire : la Révolution française et l'intelligence de l'héritage historique*, Oxford, Voltaire Foundation, 1996.

(45) Gaetano MARINI, *Memorie storiche degli archivi della Santa Sede*, Rome, Tip. Vaticana, 1825, p. 34.

historiques et diplomatiques devront un jour à une telle collection »⁴⁶. Les collections étrangères seraient toutes inventoriées et classées, et, en même temps, elles seraient examinées pièce par pièce à la recherche des documents susceptibles de servir à l'histoire de la France et des autres pays, à celle du progrès des sciences et des arts, mais également à celle des religions et des églises. À l'occasion, les archives pouvaient en effet servir d'appui, comme elles l'avaient fait depuis deux siècles, notamment en matière d'organisation ecclésiastique et religieuse⁴⁷.

Derrière ou, pour mieux dire, au sein même d'un tel projet (que l'Empire pouvait sans difficulté s'approprier comme il l'avait fait d'autres institutions), c'est pourtant une autre vision des grandes Archives qui se dessine : sans être entièrement en contradiction avec l'autre, elle se rattache de façon plus directe au républicanisme de l'an III. Je ne fais pas référence ici aux solidarités républicaines qui se nouèrent dans cet établissement, où Daunou employa des personnages mal ralliés à Napoléon comme Marie Joseph Chénier, Dominique Joseph Garat, F.-H. Saint Aubin et d'anciens patriotes de la République romaine en exil⁴⁸. Mais bien plutôt à ses choix archivistiques qui révèlent un intérêt évident pour toutes les formes constitutionnelles du passé, notamment républicaines.

C'est ainsi que, pendant quatre ans, Daunou concentra tous ses efforts sur la recherche des traces des corps souverains et des tribunaux ayant fonction juridictionnelle au Moyen Âge et dans la première modernité : les magistratures du Capitole et le tribunal de la Rota à Rome, le *Consiglio della Campana* de Sienne, le Conseil des Dix de Pérouse, le Sénat et les doges de Gênes, les *Anziani* et les *Priori* de Pise, le conseil de Genève et d'Hambourg, semblent rentrer dans cette catégorie. Leur intérêt cadre mal avec une logique impériale, et ne se réduit pas non plus à leur valeur scientifique (d'érudition) ni à leur enjeu symbolique (de domination). Pour justifier de tels choix, d'ailleurs, Daunou eut recours à des arguments manifestement captieux⁴⁹. De façon remarquable, ce programme d'annexion des archives

(46) AN, F2 I 364, *Rapport général sur les archives des Départements Italiens de l'Empire Français*, fols 2-3.

(47) AN, AB Ve 6, note du 3 janvier 1811 ; Pierre-Claude-François DAUNOU, *Essai sur la puissance temporelle des papes*, Paris, le Normand, 1811, édition augmentée sur les documentations vaticanes.

(48) Henri BORDIER, *Les Archives*, op. cit., p. 74-87.

(49) Il écrit par exemple à propos des archives des communes italiennes que « ces villes ne devant plus être régies que par les lois communes à tout l'Empire, et ne devant aspirer à d'autres privilèges qu'à ceux qu'elles obtiendraient de la bienfaisance de Sa Majesté, il est évident que leurs anciens statuts, leurs anciens titres, ne sont plus que des monuments historiques qui appartiennent aux archives générales de l'Empire dont elles font partie. Si ces pièces restent dans les archives municipales, elles donneront lieu, tôt ou tard, à des prétentions et des réclamations au moins incommodes » (AN,



historiques finit même par modifier l'ordre archivistique établi dans les départements suisses, belges et rhénans qui étaient pourtant intégrés à la France depuis longtemps mais qui, ce faisant, retrouvaient implicitement un statut de pays conquis⁵⁰.

Souligner l'inspiration républicaine de l'annexion des archives n'autorise cependant pas à lui attribuer la valeur d'un acte de résistance politique. Certes, Daunou refusa d'être nommé censeur, mais il possédait cette capacité d'adaptation propre à toutes les « girouettes », servantes de l'État, et son emploi d'archiviste se doublait même d'une activité d'historien de commande de l'empereur. La question ici est moins de savoir si des sympathies républicaines sont conciliables avec le service de l'empereur (à l'instar de ce que firent la plupart des Idéologues)⁵¹, mais si l'idée républicaine informe ce service. Or, à une époque où l'abolition du Tribunat avait effacé les derniers vestiges de l'ordre constitutionnel issu de la Révolution et où l'Empire prenait le virage de l'autoritarisme et reniait enfin explicitement l'héritage républicain qu'il avait initialement revendiqué⁵², les archives semblent retrouver sous la direction de l'ancien conventionnel et constitutionnaliste Daunou leur fonction originelle : celle de « dépôt de tous les actes qui établissent la constitution du royaume, son droit public, ses lois », établi dès 1790, pour devenir le lieu de mémoire de toutes les anciennes républiques.

Il n'est pas inutile de rappeler que, si les débats sur les anciennes constitutions avaient accompagné l'expansion révolutionnaire, l'importance des républiques du Moyen Âge, et, parmi elles notamment des cités libres italiennes comme matrices des libertés modernes, venait d'être remise à jour dans le débat contemporain, notamment par ce « très bon livre » de Sismondi, *l'Histoire des républiques italiennes*, publié à partir

F2 I 364, *Rapport général sur les archives des Départements Italiens de l'Empire Français*, fols 4-5). Encore, à propos de Genève, cf. la minute de Daunou datée février 1812 dans AN, AB Ve 1 dr 1, et AB Ve 6, à propos de l'*Archivio Diplomatico* de Florence qui deviendrait à Paris « plus précieux lui-même, plus immédiatement utile au gouvernement, plus profitable à la France entière et même à la ville de Florence ».

(50) Selon Léon de LABORDE, *Les Archives*, op. cit., p. 396, c'est en 1812 que le projet d'un décret sur les archives fut avancé. Ce décret aurait permis « au moins en termes généraux de réunir [...] tout ce qui existe dans les départements de titres domaniaux, diplomatiques et historiques, aussi bien que les papiers des anciens parlements ». Il s'ensuivit une enquête sur les archives des départements. Cependant, encore une fois, les seuls véritables envois provinrent de « l'étranger », comme le département de Jemappes, AN, F2 I 363.

(51) Natalie PETITEAU, « Les fidélités républicaines sous le Consulat et l'Empire », *AHRF*, n° 346, 2006, p. 59-74.

(52) Jean-Luc CHAPPEY, « La notion d'Empire et la question de la légitimité politique en 1804 », *Siècles, Cahiers du CHEC*, Université Blaise Pascal, 2004, p. 52-74.

de 1807⁵³. Sans méconnaître la distance théorique et politique entre le groupe de Coppel et les Idéologues, pourtant toujours proches⁵⁴, ce sont probablement l'historiographie libérale et l'histoire « germaniste » du droit (plus soucieuse de la pluralité des sources du droit et de la matérialité des constitutions)⁵⁵, qui ont inspiré à Daunou son programme archivistique – et ce, autant, voire plus, que le dogme en partie érudit et en partie philosophique qui avait jadis inspiré les réquisitions du Directoire.

Après tout, Laborde pourrait n'avoir pas tout à fait tort lorsqu'il condamne le fait que Daunou conçoive les archives comme une bibliothèque. En effet, l'idée qu'il se fait des archives, c'est celle d'une « bibliothèque » des formes de gouvernement dans le temps, dont l'étude alimenterait la science des rapports sociaux.

Certes, sous l'Empire comme déjà sous la République (et à la différence d'un Sismondi), l'intérêt scientifique, voire militant, pour les entités politiques de l'histoire n'impliquait aucun respect pour leurs « descendants », au contraire : c'est encore et toujours vers Paris qu'elles devaient être acheminées pour développer leur potentiel de connaissance. Daunou ne semble jamais avoir partagé l'idée d'un Empire comme une fédération de peuples, par ailleurs battue en brèche par le tournant centralisateur⁵⁶. On retrouve en lui l'héritier direct de cet universalisme révolutionnaire qui avait servi à légitimer les saisies du patrimoine des autres nations, y compris lorsqu'elles s'étaient constituées en Républiques et a fortiori lorsqu'elles sont intégrées dans l'Empire.

La saisie des archives dans les départements annexés, une opération accidentée

Les contemporains et les biographes de Daunou s'accordent pour définir son engagement comme archiviste en termes de repli. Sa vision « constitutionnelle » des archives ne serait plus alors que l'expression de la nostalgie inoffensive d'un homme vaincu, qui, en voulant conserver la

(53) Définition de Daunou dans BNF, ms n.a.f. 21927, *Catalogue systématique de livres choisis*, fol. 434v.

(54) « Les idéologues et le groupe de Coppel », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 18, Paris, Picart, 2003.

(55) Donald R. KELLEY, *Historians and the Law in Post-revolutionary France*, Princeton N. J., Princeton U.P., 1984.

(56) Jean-Luc CHAPPEY, « Les Archives littéraires de l'Europe (1804-1808). Un projet intellectuel et politique sous l'Empire », *La Révolution française*, mise en ligne 9 juin 2011, <http://irf.revues.org/284>, consulté le 17 juillet 2014.



mémoire d'un gouvernement qui n'était plus, cherchait en fait à rendre son ralliement à Napoléon moins amer.

Il est indéniable que, quelle qu'ait pu être son inspiration, l'annexion des archives finissait par servir la gloire de l'Empire, sous le signe ambivalent de la loi et de la civilisation. Le point culminant de la récupération impériale de cette sorte de rêve républicain de Daunou se situe le jour de l'ouverture du chantier pour le nouveau palais des Archives sur les rives de la Seine, le 15 août 1812 (qui est aussi le jour de la Saint Napoléon, donc de la fête imposée aux millions de sujets de l'empereur dans toutes les contrées de l'Empire). Le ministre Montalivet prononça alors un discours dans lequel il insiste sur les aléas de l'histoire qui ne s'« appuie pas sur des actes authentiques ou sur des monuments publics », mais uniquement pour mieux célébrer les « temps héroïques » de Napoléon, qui avait enfin réuni « dans un même lieu les titres de dix siècles, ceux de la plus grande partie du monde éminemment policé ». Les nouvelles archives devenaient ainsi un lieu dans lequel « des nombreux états de l'Allemagne, l'Espagnol, le Romain, le Toscan, le Génois, le Piémontais, le Belge, le Flamand, le Hollandais, trouveront [...] les annales de leur existence et de leur gloire confondue avec celles des Français »⁵⁷.

Une chose mérite en tout cas d'être soulignée : qu'elles fussent un dépôt des lois et des constitutions historiques selon la perspective « républicaine » de Daunou ou bien un instrument de domination, voire d'assimilation selon la vision de Montalivet (et de Napoléon), la réalisation des grandes Archives de l'Empire fut une entreprise hautement politique, ne serait-ce que par les dynamiques et les tensions qu'elle généra. La centralisation des archives s'avéra rapidement une opération fort complexe et, à l'instar de la construction même de l'Empire, aux antipodes de la rapidité, de l'uniformité et de l'exactitude souhaitées par Paris.

Daunou lui-même dut s'impliquer politiquement pour parvenir à préserver l'équilibre entre les exigences du cabinet et les nécessités du terrain. La naissance des grandes Archives coïncida presque avec la nomination au ministère de l'Intérieur, de Montalivet, en octobre 1809. Quoiqu'il élevât souvent des objections face aux ambitions centralisatrices de l'archiviste, le ministre ne manqua pas au fil des ans de le soutenir dans ses conflits avec les autres ministères. Ces oppositions s'intensifièrent pourtant au fur et à mesure que l'effort militaire de l'Empire s'alourdissait sur tous les fronts. Entre 1812 et 1813 notamment, les plans de Daunou

(57) Henri BORDIER, *Les Archives*, op. cit., p. 27-28.

pour les archives des nouveaux et des anciens départements des Pays-Bas se heurtèrent aux restrictions imposées par le ministère des Finances, avant que la dégradation de la situation militaire ne les rende entièrement caduques⁵⁸. Sans surprise, le nouveau Palais des Archives fut victime de la carence de financements et resta inachevé.

Le levier comptable fut le principal moyen par lequel les différents ministères court-circuitèrent l'opération, comme ils le firent d'ailleurs également avec les nombreuses instances administratives inférieures. En octobre 1810, par exemple, les envois de Rome furent bloqués parce que les fonctionnaires français en poste refusaient d'avancer la somme nécessaire. Quand, en janvier 1811, Daunou obtint finalement une ordonnance de 20 000 francs, la moitié de cette somme avait déjà été engagée⁵⁹. À plusieurs reprises, Paris dut autoriser le paiement de dépenses extraordinaires ou couvrir des frais de mission plus importants que prévu⁶⁰. Le dédale de notes de frais et de requêtes devint si confus qu'à la fin de 1813 Daunou dut avouer son incapacité à le démêler⁶¹.

Aussi, l'ingérence des ministères dans l'entreprise de réunion des archives procéda de nombreuses querelles de prérogatives, qui résultaient de l'emboîtement des compétences de l'administration ainsi que du mode même de fonctionnement du gouvernement napoléonien, où tout était finalement reporté à la décision de l'empereur, sans pour autant empêcher le développement de stratégies personnelles. Par ailleurs, la diversité des situations locales et le rôle des acteurs sur place rendaient encore plus difficile et aléatoire le transfert des archives. Ainsi, des variables multiples entrèrent en ligne de compte à chaque étape du processus : l'administration civile ou militaire des territoires, la durée et les contingences de l'annexion, la nature et l'étendue du patrimoine, la personnalité et les compétences des commissaires et des fonctionnaires sur place, la réaction des élites locales et, dernier critère d'importance, l'attitude de Napoléon lui-même et de ses ministres face aux stéréotypes attachés à tel ou tel pays. Quelques épisodes relatifs à Rome et Florence montrent à eux seuls les décalages, les aléas, les difficultés logistiques, mais aussi l'initiative politique des acteurs et leurs capacités de négociation qui furent des facteurs décisifs dans la réalisation du projet impérial.

(58) AN, F2 I 360 et 363.

(59) AN, F2 I 360.

(60) Par exemple, la mission inachevée de Saint-Aubin en Hollande, AN F2 I 363.

(61) AN, F2 I 360.



À Rome, le décret du 2 février 1810 tomba en pleine phase de réorganisation des départements annexés quelques mois auparavant seulement et dont le statut demeurait encore incertain.

Depuis mai 1809, une *Consulta straordinaria per gli Stati romani* était à l'œuvre⁶². Aucune mesure n'avait été envisagée pour les archives vaticanes, le pontife et les congrégations *in spiritualibus* ayant formellement conservé leurs prérogatives – ce qui était d'ailleurs à l'origine même de la décision de Napoléon de faire transporter les archives en France pour qu'elles suivent le pape. En revanche, la *Consulta* avait pris des mesures concernant les institutions temporelles abolies, notamment la Chambre Apostolique et la congrégation du Buon Governo (qui surveillait les finances des communes non féodales). Dès le 21 juin 1809, un dépôt général des documents avait été créé et Luigi Martorelli, chanoine de Saint Pierre, avait été nommé « archiviste impérial »⁶³. Ce dépôt se trouvait dans le palais du Saint-Office, aboli le 2 juillet⁶⁴. Toutefois, les versements y étaient très inégaux et incomplets, puisque les offices supprimés avaient tous leurs propres archives, dispersées souvent sur plusieurs sites.

Cette impréparation fut fatale aux archives romaines. Leur destinée dépendait à la fois de la volonté nette de l'empereur, de la nature très particulière des États pontificaux et de la faiblesse des interlocuteurs institutionnels et politiques. Or les archives vaticanes dites secrètes formaient un *corpus* relativement facile à identifier, quoique composite, et sur l'intérêt duquel convergeaient des logiques administratives (la nécessité pour la curie de gérer les affaires ecclésiastiques et la possibilité d'en contrôler l'activité), symboliques (le transfert de la *potestas* pontificale sur la Seine) et savantes. Mais que prendre et que laisser des autres corps d'archives ?

Dans le cas par exemple des archives que les fonctionnaires français désignaient comme « civiles », Martorelli et ses collaborateurs préparèrent un schéma détaillé des fonds à prélever « avec observations [...] résultat des informations les plus scrupuleuses » pour un total de plus de 12 500 caisses⁶⁵. Martorelli soulignait la valeur de ces fonds, tout en élevant

(62) Louis MADELIN, *La Rome de Napoléon. La domination française à Rome de 1809 à 1814*, Paris, Plon, 1906 ; Carla NARDI, *Napoleone e Roma, La politica della Consulta romana*, Rome, École française de Rome, 1989 ; Philippe BOUTRY, « La Roma napoleonica fra tradizione e modernità (1809-14) », dans Luigi FIORANI et Adriano PROSPERI (dirs.), *Storia d'Italia, Annali 16, Roma la città del papa*, Turin, Einaudi, 2000, p. 935-973.

(63) *Bollettino delle leggi e decreti imperiali pubblicati dalla Consulta straordinaria per gli Stati romani*, Rome, Perego Salvioni, 1809, p. 159, p. 199.

(64) Archivio di Stato di Roma, *Miscellanea del governo francese*, b. 7.

(65) AN, AB Ve 1,1 f. 83.

cependant quelque doute sur l'opération, puisqu'il craignait la « très grande sensation » que leur prélèvement pourrait provoquer⁶⁶.

Les membres de la *Consulta* avaient, quant à eux, des opinions bien différentes, selon leur position et leur sensibilité et selon l'idée qu'ils se faisaient des archives de l'Empire. En avril 1810, la *Consulta* proposa de séparer la partie financière et économique des archives aussi bien que les papiers judiciaires, pour des raisons fonctionnelles qui tenaient avant tout à la nécessité d'assurer la liquidation de la dette publique, mais pour des raisons aussi politiques puisqu'une telle séparation permettait de satisfaire les ambitions des élites locales sur le statut de la ville de Rome. Bien qu'il ait assisté à la naissance même des nouvelles archives impériales en 1807 quand il était secrétaire général du ministère de l'Intérieur, le président de la *Consulta*, Joseph Marie de Gérando, prônait la conservation des archives civiles sur place, ce qui permettait de soigner ses bonnes relations avec les notables romains⁶⁷. Dal Pozzo était aussi d'avis d'en laisser la plus grande partie à Rome, ce qu'il considérait comme un moyen d'affermir l'importance relative de la ville dans l'Empire. Si l'inspecteur général des finances Radet était plus tiède, c'était à l'évidence dans un souci d'économie : les mentions de « absolument inutiles » qui apparaissent dans les listes semblent correspondre moins au désir d'apaiser les inquiétudes des Romains qu'à des considérations financières⁶⁸.

Le délai qui fut accordé à Florence en la matière raviva à Rome l'espoir d'obtenir un sursis.

À Florence, en effet, la situation était bien différente. L'institution d'un Bureau des archives, puis Conservation générale des archives, datait de mai 1808, peu après l'annexion du Royaume d'Étrurie⁶⁹. Or, dès la fin de cette année, Luigi Lustrini, jadis secrétaire général du Conseil de Toscane, chargé de la réorganisation des papiers des magistratures supprimées, avait

(66) AN, AB Ve 8, f. 13, Martorelli à Daunou, 13 novembre 1810.

(67) AN, AB Ve 6. Sur son rôle : Francesca SOFIA, « Recueillir et mettre en ordre : aspetti della politica amministrativa di J.-M. de Gérando a Roma », *Roma moderna e contemporanea*, 1994, 2, p. 105-124 ; Maria Pia DONATO, « Science on the Fringe of the Empire. The Academy of the Linceans in the Early Nineteenth Century », *Nuncius. Journal for the Material and Visual History of Science*, 29, 2012, p. 110-140 ; Virginie MARTIN, « Éduquer, civiliser, dominer ? Le rôle de Gérando dans l'annexion de la Toscane et des États pontificaux (1808-1810) », dans Jean-Luc CHAPPEY, Carole CHRISTEN, Igor MOULLIER (dirs.), *Joseph-Marie de Gérando (1772-1842). Connaître et réformer la société*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 129-142.

(68) AN, F1^e 147; Archivio di Stato di Roma, *Miscellanea Governo francese*, b. 7, fasc. 12. Le rapport de la commission *ad hoc* daté 17 octobre 1810 dans AN, AB Ve 1,1, f. 157.

(69) Ivan TOGNARINI (dir.), *La Toscana nell'età rivoluzionaria e napoleonica*, Naples, ESI, 1985 ; Édgar DONATI, *La Toscana nell'impero napoleonico : l'imposizione del modello e il processo di integrazione (1807-1809)*, Naples, ESI, 2008.



conçu l'idée d'un dépôt général destiné à réunir « les pièces et documents relatifs à tous les gouvernements de la Toscane, savoir du républicain dans les *Riformazioni*, de celui des Médicis dans la *Segreteria Vecchia*, et de ceux des maisons de Lorraine et de Bourbon dans les archives les plus récentes »⁷⁰. Il avait donc rassemblé plusieurs *corpus* documentaires dans les anciens *Uffizi* du *Palazzo Vecchio*, où se trouvaient déjà ceux des anciennes magistratures des *Riformazioni* et des Dîmes. Il obtint ensuite des locaux supplémentaires au fur et mesure qu'il avançait dans son programme, ainsi que des financements pour ce qu'il vantait être un « établissement digne de la grandeur de S. M. et de son gouvernement »⁷¹.

Quand, en mai 1810, arriva l'ordre ministériel qui imposait de tout changer, c'est-à-dire de séparer « ce qui doit être envoyé à Paris aux archives impériales » et « ce qui est de nature à être réuni aux archives de la Préfecture »⁷², l'archiviste, le maire, le Conseil départemental et même le préfet (français) s'opposèrent d'une seule voix à une telle entreprise. Le Conseil envoya une pétition qui soulignait la « satisfaction nationale » que la Toscane tirait de ses archives, et qui demandait en conséquence de laisser sur place « cet établissement qui intéresse le bien public autant que le repos et la sureté individuelle de tous les Toscans ». Il ajoutait que, contrairement à celles des autres villes (Rome, de toute évidence) :

Il y a dans les archives de Florence une différence spéciale qui les distingue des autres : car l'immense série des volumes conservés dans ce superbe établissement à Florence, jadis capitale de Toscane, avec la plus grande exactitude et régularité, renferme dans la majeure partie des objets concernant l'administration intérieure du pays, et des affaires qui regardent individuellement des Toscans, et les intérêts particuliers de leurs familles. S'il y a quelque chose de confondue et réunie concernant la Dynastie des Médicis, l'histoire et les sciences c'est bien peu de chose : La méthode d'ailleurs pratiquée en Toscane depuis le tems de la République de réunir en masse et en dossiers les affaires par mois ou par an, rendrait bien pénible et presque impossible le triage des papiers, ou entretenirait [*sic*] une très grande et nuisible confusion malgré les soins et la longueur de tems qu'il conviendrait d'y employer⁷³.

(70) Antonio PANELLA, « Gli archivi fiorentini durante il dominio francese », dans ses *Scritti archivistici*, Rome, Ministero per i beni e le attività culturali, 1955, p. 3- 64, ici p. 7.

(71) *Ibidem*, p. 12, et Archivio di Stato di Firenze (=ASF), Prefettura dell'Arno, b. 485, fol. 60, 7 novembre 1809.

(72) *Ibid.*, p. 12, lettre de Montalivet, 13 mai 1810.

(73) *Ibid.*, Prefettura dell'Arno, b. 502.

Le préfet Fauchet en personne envoya un rapport « sur l'utilité du triage et du classement des titres envoyés aux archives générales de la Toscane »⁷⁴. Ils obtinrent ainsi de Montalivet d'abord un sursis, puis la promesse de plaider auprès de Napoléon « la conservation intégrale de ces archives ».

L'existence même d'un riche *Archivio diplomatico* ou trésor de chartes, fondé par Pierre Léopold en 1778, servit à appuyer les réclamations toscanes. Le dessin de ramener cet établissement sous la direction du Bureau des archives se heurta à la résistance des fonctionnaires et de la municipalité de Florence, qui mirent en avant le caractère scientifique de cette institution où les apprentis archivistes étaient formés⁷⁵. C'est ainsi qu'elle passa sous le contrôle de la municipalité en tant qu'établissement littéraire. En outre, entre 1808 et 1811, grâce à une habile négociation impliquant la très active commission départementale pour les objets des arts et des sciences, créée en octobre 1808, les Florentins obtinrent que l'on y versât les parchemins des couvents supprimés⁷⁶.

À Rome, entre-temps, Napoléon avait réitéré en mai 1810 l'ordre de prendre tout « sans exception »⁷⁷. Néanmoins, les doutes et les hésitations persistèrent. Partagé entre des considérations d'ordre différent, Daunou décida enfin que seulement un dixième des archives civiles devait être transporté à Paris. Comme pour d'autres dépôts, il demanda tout de même qu'on lui en fournisse des inventaires détaillés⁷⁸.

La dissolution de la *Consulta* ne mit pas fin aux difficultés opposées non pas tant par les Romains, que par les officiers français soucieux d'affirmer leurs prérogatives respectives et de préserver leurs liens avec les élites locales. En avril 1811, face aux objections du gouverneur Miollis relatives aux papiers du Capitole, Daunou dut à nouveau expliquer quels fonds pouvaient, et devaient, être envoyés⁷⁹. En juillet, l'archiviste écrivit une fois de plus à Montalivet pour lui signaler que Martorelli à Rome rencontrait « des résistances qu'il ne vaincra point, si Votre Excellence ne fait parvenir de nouveaux ordres aux autorités locales », en précisant à nouveau que les archives capitoline à transférer étaient « généalogiques et historiques » et donc nécessaires à Paris⁸⁰.

(74) *Ibid.*, Soprintendenza degli Archivi, vol. 1, 13 novembre 1810.

(75) *Ibid.*, Prefettura dell'Arno, b. 485, fol. 27, 3 mars 1809.

(76) Antonio PANELLA, « Gli archivi fiorentini », *op. cit.*, p. 28-31.

(77) AN, AB Ve 7, fol. 133.

(78) AN, F1e 147; AB Ve 8. En 1811, cependant, lors de sa mission en Italie, Daunou réduisit encore le nombre des caisses à transférer.

(79) AN, F2 I, 360.

(80) *Ibidem*, Daunou à Montalivet, 23 juillet 1811.



À la suite du rappel à l'ordre de Paris, la tactique changea. Miollis signala alors qu'une partie des papiers à envoyer à Paris, comme les collections du tribunal de la *Rota*, était conservée dans des palais placés sous l'autorité de l'intendant de la Maison du Roi, d'où ils ne pouvaient pas sortir sans une autorisation expresse⁸¹. De leur côté, les principales familles romaines ralliées à l'Empire et qui occupaient désormais d'importantes postes, dans les institutions locales comme à Paris, demandèrent l'institution d'un dépôt particulier pour les titres de la noblesse⁸².

Ce même type d'obstacles se présenta pour les archives des ordres religieux, supprimés en juin 1810⁸³. Il s'agissait de papiers destinés à être triés et conservés sur place, mais étant donné leur nature (archives générales des ordres), Martorelli se prononça en faveur de leur réunion à Paris. L'argument plut à Daunou, qui considérait l'histoire ecclésiastique comme un élément incontournable pour comprendre l'évolution de la société médiévale et moderne⁸⁴. Étant donné la situation acéphale de l'Église à Rome, peu de résistance fut opposée par les religieux, et pourtant des problèmes d'accès et d'autorisation pénalisèrent les opérations⁸⁵.

Toutes ces difficultés finirent par pousser Daunou à se rendre personnellement en Italie à la fin de l'été 1811. Comme sa mission d'inspection des dépôts s'étendit à tous les nouveaux départements, il se trouva confronté à un patrimoine documentaire extrêmement vaste et stratifié⁸⁶. Sa richesse était le fruit de plusieurs siècles de conservation orgueilleuse. Or, si d'un côté, fort de son expérience parisienne, Daunou considérait qu'il y avait en Italie trop de papiers « tout à fait inutiles »⁸⁷, de l'autre, il ne pouvait que convoiter de tels trésors. Selon les premières estimations, il y avait près d'un million de pièces à prélever⁸⁸. Parmi elles, il en recensait 196 000 à Florence. Même s'il prit la précaution de rassurer le préfet qu'il n'avait pour mission que le recensement des fonds, il caressait le projet de réunir au moins les fonds historiques des départements toscans⁸⁹.

(81) *Ibid.*, Miollis à Montalivet, 6 août 1811 ; Enrico FLAIANI, *Roman Archives in Paris 1810-1819, Archival Looting in Rome in the Napoleonic Age*, thèse présentée à l'Université de Vienne, 2015.

(82) AN, AB Ve 8, le Maire de Rome Corsini à Daunou, 12 septembre 1811.

(83) Odoric-M. JOUVE, « Odyssée des archives monastiques de Rome, 1810-14 », *La France franciscaine*, 6, 1923, p. 1-46.

(84) BNF, ms n.a.f. 21897, f. 9-10.

(85) Cf. par exemple sa lettre à Daunou du 17 janvier 1811, AN, AB Ve 8, fol. 19.

(86) AN, AB Ve 1 ; AB Ve 5-8.

(87) AN, F2 I, 364, *Rapport général sur les archives des Départements italiens de l'Empire français*, fol. 36.

(88) AN, AB Ve 7, fols 267-400.

(89) AN, AB Ve 6.

Daunou révisa ensuite drastiquement ses projets à la baisse. En effet, sa mission ne suffit pas à accélérer le processus, ni à venir à bout des stratégies déployées tant par les personnes que par les institutions et les collectivités pour le court-circuiter, afin de conserver leur mémoire historique ou bien alors afin de satisfaire leurs logiques de carrière.

L'affaire de la *Rota* en est un bon exemple : en dépit de la demande formelle présentée à l'Intendant de la couronne à Rome, Martial Daru, (frère cadet de l'Intendant général Pierre), cette affaire n'était toujours pas tranchée à fin de l'année 1811, soit deux mois après le départ de Daunou. Le nouvel Intendant Champigny (pourtant une vieille connaissance de Daunou du temps de la Convention), par une démarche digne d'un ancien ministre des Relations extérieures, diligenta sa propre requête d'information⁹⁰. Mais début 1813, les caisses de la *Rota* étaient « encore attendues ; elles consisteraient en 521 registres ou liasses »⁹¹.

Entre-temps, Martorelli se dépensa dans le repérage, la description et l'encaissement des fonds des couvents supprimés et de la bibliothèque Vaticane⁹². Mais non seulement il opéra une sélection trop généreuse qui déplut à Daunou, il réussit aussi habilement à s'attirer la protection de Miollis pour ne plus jamais se rendre à Paris, en dépit de l'insistance du Garde des Archives⁹³.

Quant à Florence, le temps fut le meilleur allié des Florentins qui, d'un renvoi à l'autre pendant que l'Empire s'écroulait, réussirent à conserver leurs archives dans le *Palazzo Vecchio*.

Maria PIA DONATO
Institut d'Histoire moderne et contemporaine (CNRS- ENS- Paris 1)
et Université de Cagliari
45, rue d'Ulm 75005 Paris
mpdonato@unica.it

(90) AN, F2 I, 360, Champigny à Montalivet, 25 septembre 1811.

(91) Cité dans Henri BORDIER, *Les Archives*, op. cit., p. 401.

(92) Christine M. GRAFINGEN, « Le tre asportazioni francesi di manoscritti e incunaboli vaticani », dans *Ideologie e patrimonio*, op. cit., p. 403-414.

(93) Odoric M. JOUVE, « Odyssée des archives », op. cit.